

Novembre 1954 - Novembre 1965

C'est par la voie révolutionnaire que le peuple algérien a conquis son indépendance



Travailleurs Algériens nos frères !

Le 1er Novembre 1954 éclatait dans les Aurès l'insurrection du peuple algérien pour sa libération. Sous la direction du FLN, et de l'ALN, une lutte armée de plus de 7 ans allait mener à la victoire les patriotes algériens.

Deux ans après le début de l'insurrection, les combattants algériens ayant tenu un véritable congrès en plein cœur de l'Algérie, pouvaient librement déclarer dans la « Plateforme de la Soummam » :

« Ce qui est certain c'est que la Révolution Algérienne est en première étape historique. C'est une réalité vivante ayant triomphé du parti stupide du colonialisme français prétendant la détruire en quelques mois.

C'est une révolution organisée et non une révolte anarchique. C'est une lutte nationale pour détruire le régime anarchique de la colonisation et non une guerre religieuse, c'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme. C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un état algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie réactionnaire.

Il devenait constater que tous les partis et groupements algériens s'étaient réunis dans le FLN, mais ils devaient également constater deux absents dans cette lutte libératrice :

— Le groupuscule messaliste,

— Le Parti Communiste algérien.

L'ABSENCE DU P.C.A.

Sur ce dernier, la plateforme de la Soummam déclarait :

« Le P.C.A., malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifiée pour justifier la collusion imaginaire avec la Résistance algérienne, n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé.

La direction communiste bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple, n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire.

C'est pourquoi elle a condamné « le terrorisme » et ordonné des premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès, venus à Alger chercher des directives, de ne pas prendre les armes.

La suggestion au P.C.F. à pris le caractère d'un bras-out-outisme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux :

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre d'Algérie : manifestations contre les renforts de troupes, grèves de transport, de la marine marchande, des ports et des stocks contre le matériel de guerre.

Le P.C.A. a disparu en tant qu'organisation sérieuse, à cause surtout de la prépondérance en son sein d'éléments euro-

piens dont l'ébranlement des convictions nationales algériennes officielles a fait éclater les contradictions face à la résistance armée.

Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la craquerie en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France.

Cette idéologie qui tourne le dos à la réalité est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O., favorable à la politique d'assimilation passif et opportuniste.

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la bourgeoisie arabe, comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées, voire même de faire marche arrière vers un quelconque féodalisme.

LES DIRIGEANTS REVISIONNISTES ET L'INDEPENDANCE

Qu'ajouter à ce texte écrit en 1956 ? Rien ou presque rien, sinon que cette position du P.C.F. et du P.C.A. découle directement du refus de considérer la nation algérienne comme une nation véritable existant avant le colonialisme. De la négation de la nation algérienne à l'assimilation, il n'y avait qu'un pas à franchir et il était fran-

chi. Maurice Thorez ne disait-il pas :

« Unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie.

Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur, de la grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible ». (Discours d'Alger, le 11 février 1939).

Et plus loin :

« Il y a une nation algérienne qui se constitue dans le mélange de vingt races... »

Léon Feix lui était plus catégorique encore (Cahier du Communisme, février 1955) :

« Quelle était la situation de l'Algérie en 1830 ? »

« La population morcelée en tribus vivait de l'agriculture et de l'élevage. Les échanges s'effectuaient sur les marchés locaux et régionaux. Il n'existait pas de véritables relations économiques et humaines entre les diverses parties du pays. La langue, le mode de vie, les traditions variaient suivant le groupe ethnique ou la région. On ne peut pas dire que des liens « algériens » existaient à ce moment-là entre les habitants des diverses provinces. »

Après s'être prononcé pour l'assimilation :

« Février 1945, Joanny Berlioz : « Il faut traduire en actes les formules heureuses restées jusqu'ici sans application pratique, telle celle du général Caillaux, relative à l'Algérie énoncée le 8 mars 1944 :

« Désormais tous les Français musulmans possèdent les mêmes droits et les mêmes libertés et sont soumis aux mêmes devoirs que les Français musulmans. Toutes dispositions d'exception les concernant sont abolies. (Cahier du Communisme) ».

Il ne restait plus qu'à se prononcer contre l'indépendance :

« Le sort lamentable des Arabes et des Berbères est évidemment un terrain favorable à la propagande anti-française de prétendus nationalistes qui bavarquent sur une « indépendance » ou sur un rassemblement « pan-arabe » impossible à concevoir dans l'état économique présent de l'Afrique du Nord autrement que comme un passage sous une domination différente. (...) Idem.

« Les communistes ne sauraient soutenir la fraction du mouvement national algérien qui préconise pour ce pays l'indépendance immédiate, car cette revendication ne sert pas les intérêts de l'Algérie et de la France ».

(Léon Feix, Cahier du Communisme, septembre 1947).

Contre le soulèvement armé des Algériens contre l'insurrection en 1945 :

« Une délégation commune du P.C.F. et du P.C.A. a été reçue le 10 mai par le chef de Cabinet du Gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du Peuple algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang (...)

La délégation a estimé que ces mesures (de châtiments) sévères et impitoyables des provocateurs appliquées sans délai, contribueraient réellement à ramener le calme. » Alger Républicain, 12 mai 1945.

Et en novembre 1954 : « Fidèle à l'enseignement de Lénine le P.C.F. qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pirates colonialistes si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française DANS LA LUTTE DE MASSE CONTRE LA REPRESSION ET POUR LA DEFENSE DE SES DROITS (Humanité du 9 novembre 1954), bre 1954.

Et les dirigeants de l'« avorton » du P.C.F., le P.C.A. précisent :

« Le P.C.A. s'est toujours gardé de mots d'ordre inconsidérés ou d'actes individuels qui ne correspondraient pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes (...). Les luttes quotidiennes pour les revendications — si minimes soient-elles — préparent les plus grands succès. » (Humanité, 15 janvier 1955).

Ensuite ce fut le vote criminel des pouvoirs spéciaux à Mallet qui permit d'étendre la répression contre le peuple algérien, puis la chasse dans le Paris aux militants coupables de faire leur devoir internationaliste en aidant concrètement le peuple algérien.

UNE RESPONSABILITE HISTORIQUE

Aujourd'hui les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et du P.C.A. veulent donner des leçons au peuple algérien, mais ils sont très mal placés pour le faire. Car ces absents communistes dans la lutte pour la libération nationale a eu de graves conséquences, dont la plus importante est d'avoir laissé la direction du Front à la petite bourgeoisie nationaliste, alors que c'est à la classe ouvrière, représentée par son parti d'avant-garde et étroitement unie à la paysannerie constituée par des millions de fellahs misérables, qu'il aurait dû revenir la direction de ce Front.

De ce fait, la classe ouvrière ne pouvait assumer son rôle historique d'avant-garde d'amener le peuple algérien à la victoire, mener la Révolution démocratique à son terme et instaurer le Socialisme.

Cet libre à la coalition sans principe des trotskistes et des dirigeants du P.C.A., infiltrés dans les rouages du gouvernement Ben Bella de crier au « socialisme » anti « fascisme » de Boumediène. Il ne peut y avoir de socialisme sans l'existence d'une véritable avant-garde marxiste-léniniste et cette avant-garde n'a jamais existé et n'existe pas en Algérie.

L'ALGERIE

Aujourd'hui Pas plus avant qu'après le 19 juin, l'Algérie n'a été un pays socialiste ; c'est un pays qui fait sa révolution démocratique et cette révolution démocratique ne pourra être achevée que lorsqu'existera cette avant-garde.

Il n'est d'ailleurs nullement exclu que des éléments issus de la petite bourgeoisie nationaliste, formés dans le combat révolutionnaire anti-impérialiste (Suite en page 7)